

Loi agriculture: une occasion manquée, un élan brisé, Gisèle Biémouret vote contre ce texte.



Loi agriculture: une occasion manquée, un élan brisé, Gisèle Biémouret vote contre ce texte.

" Depuis mardi 22 Mai, l'Assemblée nationale débat sur le projet de loi Agriculture et Alimentation, censé traduire les orientations définies par les états généraux de l'agriculture qui ont suscité beaucoup d'espoirs. Malheureusement ce texte ne reproduit pas fidèlement les engagements pourtant pris par le gouvernement lors de ces états généraux.

L'objectif était de redonner du revenu aux agriculteurs et de la confiance aux consommateurs. Après huit jours et huit nuits de débats, c'est la déception qui l'a emporté, le sentiment d'une occasion manquée et d'un élan brisé.

Au lieu de défendre l'intérêt général et de retrouver un point d'équilibre entre les attentes des agriculteurs, celles des distributeurs et celles des transformateurs, ce texte risque de bercer les agriculteurs d'illusions, sans leur apporter de réponses concrètes. Aussi, ce projet de loi constitue un reniement supplémentaire concernant la santé environnementale et l'écologie.

Nous sommes, hélas, loin de l'ambitieuse politique de l'alimentation que le Président de la République avait lui-même appelée de ses vœux à Rungis, en octobre dernier, en parlant d'une « nouvelle France agricole » et d'une transformation profonde de nos façons de produire et de consommer.

Dans le droit fil des États généraux de l'alimentation, le Groupe nouvelle Gauche a fait des propositions claires :

- pour accompagner les filières et les industriels vers une alimentation plus saine, plus favorable à la santé.
- pour encadrer la publicité à destination des enfants et des adolescents.
- pour une vraie éducation à l'alimentation, à l'école, avec un parcours éducatif dédié, pour transmettre des repères, en particulier nutritionnels, et pour rappeler la valeur culturelle, patrimoniale de l'alimentation, au-delà de sa valeur marchande.
- Pour des mesures d'urgence pour lutter contre l'accaparement des terres, dont l'adoption aurait été un signal fort, dans l'attente d'une loi foncière.
- Pour un fonds d'indemnisation pour les victimes des produits phytosanitaires, qui attendent une réparation.

Toutes ces propositions ont été refusées par la majorité LREM. Sur 2 310 amendements qui étaient en discussion, 110 ont été déposés par le groupe Nouvelle Gauche, 7 seulement ont été retenus. La promesse de travailler avec tous, gauche et droite, sans parti pris, est loin d'avoir été tenue lors de ce débat si important pour notre agriculture.

Pour toutes ces raisons, je me suis prononcée, ainsi que l'ensemble du Groupe Nouvelle Gauche, contre ce texte ".

Signé : Gisèle Biémouret, Députée du Gers, Conseillère départementale du canton "Baïse Armagnac"

Photo : Marc Le Saux